



Les sections syndicales FO DGFIP, CGT Finances Publiques et Solidaires Finances Publiques de l'Essonne ont boycotté la première séance du CTL du 25 mai après lecture d'une déclaration liminaire commune.

**Ce CTL s'inscrit dans la poursuite du plan « Noiton » de restructurations que les agents subissent à un rythme effréné, dans notre direction.**

=> **En un an, ont été unilatéralement décidé par la direction et mis en place :**

- La fermeture de la caisse et de l'accueil à la DDFiP Rue des Mazières
- La finalisation du pôle enregistrement de Corbeil par transfert de l'enregistrements de Juvisy
- La fusion des SIE de MASSY, et la fusion des SIP de JUVISY
- La fermeture des trésoreries de Draveil, Montgeron et Vigneux
- Le transfert de la gestion hospitalière (Hôpital de Juvisy) de la Trésorerie de Savigny à celle de Longjumeau

=> **Sont passés en CTL les projets de :**

- Création de deux PCRPs
- Fermeture de 5 trésoreries : **Athis-Mons, Menecy, Ris-Orangis, Les Ulis, Villemoisson,**
- Ajustement des périmètres entre les SIP et SIE de Corbeil et d'Évry
- La fusion des RAN de Corbeil et d'Évry
- Expérimentation de caisse sans numéraire à Longjumeau
- Création du SIP comptable de Corbeil
- Fusion des SIP de Palaiseau
- Transfert de l'activité du CDIF d'Étampes au SIP d'Étampes et au CDIF de Corbeil avec élargissement du périmètre du PELP et du PTGC à l'ensemble du département
- Réorganisation des brigades départementales de vérification qui passent de 7 à 5
- Fermeture de la Recette des Finances

... sans compter les déménagements arbitraires de services (domaines, formation professionnelle)

**Les structures fusionnent, disparaissent au rythme des suppressions d'emplois qui se poursuivent dans notre département, dégradant toujours davantage les conditions de travail des agents.**

Quid des revendications des personnels ?

Quid de la prise en compte des demandes ou des votes des élus du personnel ?

=> **Aucune réponse positive de la direction qui maintient, CTL après CTL, ses projets en l'état !**

La DGFIP a perdu 35 000 emplois depuis 2002.

Au CTL de juillet 2015, on dénombrait 123 postes supprimés dans le département depuis 2011 (360 depuis 2007).

**En 2016, 37 emplois supprimés, auxquels s'ajoutent au moins 25 départs en retraite pour le 1<sup>o</sup> semestre : au total, c'est plus de 60 emplois qui manqueront dans les services au 1<sup>o</sup> juillet ! Sans compter les postes vacants, les temps partiels non remplacés...**

**Les services sont exsangues, ils ne peuvent plus fonctionner ; les conditions de travail ne cessent de se dégrader, au prix parfois de la mise en danger de la santé des agents !**

**Le dialogue social à la DDFiP de l'Essonne est à l'image de ce qui se passe en ce moment sur tout le territoire : le passage en force de la loi El Khomri par le 49-3 en est l'illustration la plus flagrante.**

Alors que plus de 70 % des Français rejettent cette loi et en demandent le retrait pur et simple, que les mobilisations se poursuivent et s'étendent, le gouvernement veut passer en force, par la loi et la répression envers les milliers de manifestants, du public et du privé, qui s'y opposent !

Cette loi veut mettre fin à plus d'un siècle de droits codifiés que les salariés ont chèrement conquis ! Pas plus le gouvernement que le MEDEF avec l'appui de la CFDT ne feront plier les salariés, les jeunes, les retraités, les chômeurs, les demandeurs d'emploi : il en va de leur survie !

**Le gouvernement veut passer en force comme il l'a fait avec PPCR pour la Fonction Publique : il veut en finir avec les droits de tous les salariés, en dynamitant tant le Code du Travail et les statuts des fonctionnaires. C'est une même idéologie que tous les salariés, du public et du privé, combattent !**

**Et ce ne sont pas les « Lignes Directrices de la DGFIP » de Bruno Parent qui vont rassurer ses agents :**

- fermeture programmée des accueils avec la généralisation de l'accueil sur rendez-vous,
- le contrôle de la comptabilité du bureau,
- la poursuite des restructurations (pôles supra-départementaux, interrégionaux, des centres de services de ressources humaines,...),
- évolution des règles de gestion RH afin qu'elles soient mieux adaptées au « bon fonctionnement du service »
- la mise en place du Prélèvement à la Source (PAS) de l'impôt sur le revenu, qui va supprimer une dizaine de milliers d'emplois, alors que dans le même temps, selon les propres perspectives de la DG, il va engendrer un surcroît de travail dans les SIP et les SIE !

**NON, les agents de la DGFIP n'acceptent ni la perte de leurs droits rattachés aux statuts, ni la mobilité forcée, ni l'individualisation et la baisse de leur régime indemnitaire avec le RIFSEEP, ni l'évolution mortifère de leur administration, ni la dégradation de leurs conditions de travail !**

**Pour les agents de l'Essonne, 2015 n'est pas soldé !  
Ils revendiquent toujours les emplois manquants, l'arrêt des restructurations,  
l'abandon de PPCR et du RIFSEEP !**

**Avec tous les salariés, public-privé, ils exigent :  
LE RETRAIT PUR ET SIMPLE DE LA LOI EL KHOMRI !**

***C'est pourquoi les sections de l'Essonne FO-DGFIP, CGT Finances Publiques et SOLIDAIRES Finances Publiques vous appellent***

**À VOUS METTRE EN GREVE MASSIVEMENT LE 14 JUIN PROCHAIN**

**=> À VOUS RASSEMBLER à la  
DIRECTION  
à 9H30**

**parking Des Mazières  
POUR PORTER CES REVENDICATIONS**

**=> À PARTICIPER à la  
MANIFESTATION NATIONALE  
INTERPROFESSIONNELLE  
à PARIS à 14H pour le  
RETRAIT DE LA LOI EL KHOMRI**

Nous vous proposons d'en débattre lors des HMI et tournées de services que nous allons effectuer sur tous les sites du département.